

**Séance ordinaire du
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE.

FONCIER
Cession à Montpellier Méditerranée Métropole
Parcelle cadastrée BT 57
13 avenue du Professeur Grasset

Madame Chantal MARION rapporte :

La Ville est propriétaire apparent de la parcelle cadastrée BT 57, d'une superficie de 31 m², située 13 avenue du professeur Grasset, en nature de terrain nu.

Cette parcelle est intégrée à l'assiette foncière de l'ancienne maternité Grasset, ancienne propriété du CHU de Montpellier acquise récemment par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du projet d'aménagement du futur conservatoire à rayonnement régional.

Le conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique placé sous le contrôle pédagogique du ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de

Montpellier Méditerranée Métropole. Equipement culturel majeur du territoire métropolitain, le label de conservatoire à rayonnement régional a été renouvelé par le Ministère de la Culture et de la Communication en 2015.

L'enseignement dispensé actuellement par le Conservatoire est éclaté sur divers sites de Montpellier, principalement 14 rue Eugène Lisbonne et 3 rue de Candolle. Le niveau de vétusté ainsi que les surfaces contraintes de ces sites rendent complexes aujourd'hui le développement de l'activité du conservatoire, le confort des activités d'enseignement et de diffusion, et la garantie, à terme, du maintien du label national. Tenant compte de ce constat et dans la perspective d'affirmer le Conservatoire comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite doter cet équipement de nouveaux locaux recentrés et mis aux standards de l'enseignement spécialisé.

Le 21 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat pour la réalisation de l'opération d'aménagement du conservatoire à rayonnement régional sur le site de l'ancienne Maternité Grasset à Montpellier sise 13 avenue du Professeur Grasset.

Il est donc proposé de céder cette parcelle à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la réalisation de ce projet. Ce terrain de faible emprise a été évalué à 1 860 euros (mille huit cent soixante euros), suivant avis du 11 octobre 2017 des services fiscaux.

Par anticipation, il est également proposé que Montpellier Méditerranée Métropole, son aménageur ou tout tiers habilité par lui, soit autorisé, en tant que de besoin et avant régularisation de la présente cession, à procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme et de se les voir octroyées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée BT 57, d'une superficie de 31 m², située 13 avenue du professeur Grasset et en nature de terrain nu, au prix de 1 860 euros nets vendeur (mille huit cent soixante euros) ;
- d'autoriser l'acquéreur ou tout tiers habilité par lui à déposer en tant que de besoin et avant cession, les demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires et de se les voir octroyées ;
- de demander au notaire de l'acquéreur et à ses frais, de procéder à la rédaction de l'acte authentique de vente ;
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville, tous chapitres ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 22 décembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171221-15171-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 28/12/17
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.